



Le Temps
1205 Genève
021 331 78 00
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 36'802
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 2
Surface: 28'413 mm²

L'UE comme facteur de paix, vraiment?

FREDERIC KOLLER
JOURNALISTE

NOUVELLES FRONTIÈRES

Et si l'Union européenne n'existait pas, le continent aurait-il sombré dans une nouvelle guerre? C'est l'argument massue des pro-européens: la mise en place d'un marché commun et la construction d'institutions supranationales ont garanti, depuis 70 ans, l'harmonie entre des Etats qui s'étaient jusqu'alors déchirés avec une intensité dans la barbarie à chaque fois renouvelée. L'intégration européenne, c'est d'abord un garant de la paix. Vraiment?

Alors que l'UE vit une crise existentielle, brailler ce mantra est devenu inutile face aux eurosceptiques. Ce qui passait pour une évidence, il y a encore quelques années, ne l'est plus du tout pour les nouvelles générations d'Européens. David Cameron, avec le concours de Barack Obama, n'a-t-il pas joué en dernier ressort de cette rhétorique pour convaincre les Britanniques de rester dans l'Union? En vain. L'argument de la paix associé à l'UE – ou l'épouvantail d'une guerre en son absence – ne fonctionne plus. Ou du moins n'est-il plus suffisant. Les leaders politiques y ayant encore recours ne sont plus entendus. Et leur impopularité n'est pas seule en cause.

Car ce lien ne va pas de soi. C'est ce que démontre René Schwok dans une brillante synthèse sur la contribution à la paix de la construction européenne parue dans la collection *Le savoir suisse**. Dans un souci didactique, le directeur du Global Studies Institute de l'Université de Genève fait le tri entre les mythes et les vrais facteurs de paix, entre les thèses idéalistes des «européistes» et le négationnisme des «europhobes» sur cette question.

Si l'affirmation d'un «plus jamais

ça» après la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle, il ne fut que marginal. De même, la création d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) – une mise en commun des ressources qui devait rendre la guerre impossible – n'a jamais véritablement fonctionné. Et pourtant. C'est bien la volonté politique de créer à la fois un cadre contraignant (normatif) et une intégration par l'ouverture des marchés qui forge les conditions d'une pacification du continent autour de valeurs communes.

La réconciliation franco-allemande aurait certes pu se réaliser en dehors de la construction européenne. Mais la neutralisation de la question allemande – à savoir le déséquilibre provoqué par le trop grand poids de ce pays au cœur de l'Europe – n'était véritablement possible qu'à travers une «européisation» de sa politique économique. En gardant la distance nécessaire propre au chercheur, René Schwok n'en fournit pas moins une batterie d'arguments qui soulignent l'apport positif de la construction européenne dans la gestion des conflits. L'élargissement de l'UE au sud, puis à l'est du continent, avec son effet de rattrapage économique et de stabilisation politique, est sans doute la contribution la plus évidente de cette ambition européenne.

Cela dit, il reste difficile de démontrer une causalité, encore moins une automaticité entre le projet européen et l'absence de guerre. Cela reste, en définitive, une question de conviction. Ecarter les fausses explications pour mieux souligner la pertinence de cette construction comme facteur de stabilité, c'est tout le mérite de René Schwok. La paix aurait pu tout aussi bien se maintenir en Europe sans l'UE. Certes. Mais l'ambition d'une intégration dans l'idée d'un bien commun limite les

risques de dérives politiques sur le plan national et rend le recours à la violence moins probable. Ce n'est pas grand-chose, mais cela fait toute la différence. ■

* René Schwok, **La construction européenne contribue-t-elle à la paix?**, Presses polytechniques et universitaires romandes.

